



LA FORCE DU NOMBRE

Cela faisait bien longtemps que les psychologues ne s'étaient pas unis de manière aussi claire et massive. Y a-t-il déjà eu, dans l'histoire récente de cette jeune profession, une mobilisation aussi importante ?

Alors qu'un gouvernement a proposé un dispositif inadapté à la fois pour le public et pour la profession, près de 93 % des psychologues ont fait le choix politique de s'opposer, de dire non et de boycotter un dispositif qui avait tout pour faire l'unanimité contre lui.

Face à un boycott qui a tenu sur la durée, on peut s'interroger. La profession a-t-elle trouvé un nouveau souffle pour se défendre et surtout pour réaffirmer ses spécificités et ses particularités qui sont constitutives de son identité ?

La question est d'autant plus pertinente qu'il y a quelques jours, le Premier ministre, Gabriel ATTAL, a annoncé le changement de plusieurs paramètres au sein du dispositif Mon soutien psy : les séances seront tarifées à 50 euros, le nombre de séances sera porté à 12 et l'accès au psychologue sera direct (sans prescription, ni adressage).

Ces annonces ont créé de nombreuses réactions, particulièrement dans le monde de la santé mais aussi dans le monde politique. Avant tout, le SNP n'a pu que saluer l'initiative du Premier ministre qui est une forme de prise en compte de la protestation massive de la profession.

Néanmoins, l'amélioration de ces quelques paramètres ne doit pas faire oublier les autres modalités du dispositif qui n'ont pas encore été mentionnées et qui peuvent rester une menace pour l'identité et le statut de la profession. Tout comme le SNP, l'ensemble de la profession se doit de rester vigilant quant à la suite des modalités du dispositif qui vont pouvoir, ou non, être négociées avec les différentes organisations de la profession. Par ailleurs, nous continuons d'affirmer la nécessité, avant tout, d'une véritable politique ambitieuse qui impliquerait en priorité le renforcement des services publics.

Cette séquence politique et syndicale ne doit pas pour autant éluder le mouvement intrinsèque à la profession. C'est par un NON collectif et puissant que les psychologues ont pu réaffirmer les valeurs de la profession qui défend un service public de qualité et une spécificité liée à l'ancrage dans les sciences humaines.

Le boycott a ainsi été un levier puissant pour faire évoluer certaines modalités du dispositif, même si nous sommes encore loin des revendications du SNP. La profession doit donc être en mesure, si nécessaire, de continuer à utiliser ce levier pour accentuer la pression sur le gouvernement.

Le SNP, en tant que seul syndicat professionnel des psychologues, est justement un outil utile pour pouvoir défendre la profession auprès des instances gouvernementales. Chaque adhésion nous donne plus de forces et nous permet de faire peser, avec plus de poids encore, nos revendications pour la profession.

C'est en continuant à nous rassembler et à réaffirmer nos revendications pour le public et les psychologues que la profession pourra être défendue, soutenue et protégée.

Encore, et toujours, unis, nous sommes plus forts !

FLORENT SIMON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAL NATIONAL DES PSYCHOLOGUES